



Le ministre tente d'associer syndicats et élus locaux à la destruction de l'Ecole publique : **Non à l'expérimentation Geffray !**

Montreuil, le 30 avril 2026

Le ministre de l'Éducation nationale annonce mettre en place « *une expérimentation inédite de construction de la carte scolaire dans 18 départements* *.»

Cette information est publiée alors que personnels, parents d'élèves et élus locaux continuent de s'opposer aux fermetures de classes et aux pertes d'heures - conséquence des 4 000 suppressions de postes du budget Macron-Lecornu – par des manifestations, blocages d'école, grèves, pétitions... Ces suppressions de postes permettent notamment au gouvernement d'augmenter le budget militaire, une rallonge de 36 milliards étant encore prévue par la loi de programmation militaire qui sera examinée la semaine du 4 mai à l'Assemblée nationale.

Cette annonce fait suite au premier atelier « prospectif » concernant la « *baisse démographique et l'anticipation des évolutions de l'offre scolaire* » auquel la FNEC FP-FO a refusé de participer et dont elle a proposé le boycott aux autres organisations syndicales.

Pour FO, baisse démographique ou pas, l'urgence est de baisser significativement les effectifs par classe et de créer les milliers de postes qui font défaut aujourd'hui !

Le communiqué de presse du ministère précise : « *L'expérimentation repose sur un changement de méthode. À partir d'une projection démographique pluriannuelle, les acteurs de ces territoires travailleront ensemble leur carte scolaire au regard de différents critères, notamment les effectifs attendus et les contraintes de transport propres à chacun. C'est à partir de ce travail que sera ensuite déduit un schéma d'emploi cohérent, qui sera présenté en loi de finances.* »

Face à la résistance qui s'exprime de manière plus acharnée chaque année face aux fermetures de classes, le ministère voudrait associer les élus locaux et les syndicats aux futures suppressions de postes. Il voudrait les associer à la mise en place des budgets de guerre et d'austérité qui sacrifient l'Ecole publique à la dépense militaire.

Cette méthode s'inscrit dans la logique du protocole d'accord signé en avril 2025 entre le ministère de l'Éducation nationale et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité et de la mise en place des observatoires des dynamiques rurales et territoriales », désormais étendus à l'ensemble du territoire national (BO de janvier 2026).

La FNEC FP-FO n'a pas décidé d'acter le budget d'austérité 2026. Elle ne participera pas non plus à la planification des suppressions de postes dans un cadre territorialisé.

Elle appelle les personnels à poursuivre les mobilisations avec les parents et les élus :

- **Annulation de toutes les suppressions de postes et création de tous les postes statutaires nécessaires !**
- **Création de tous les postes spécialisés et de remplaçants à hauteur des besoins !**
- **Création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux !**

* *Sont concernés l'Aisne, les Hautes-Alpes, le Cantal, la Charente, les Côtes-d'Armor, le Doubs, la Drôme, le Finistère, la Gironde, l'Indre, la Loire-Atlantique, la Manche, la Meurthe-et-Moselle, le Pas-de-Calais, la Saône-et-Loire, les Yvelines, le Tarn-et-Garonne et la Martinique.*